



## Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des  
révolutions du XIXe siècle

19 | 1999

Aspects de la production culturelle au XIXe siècle

---

Michèle Riot-Sarcey, *Le réel de l'utopie. Essai sur le  
politique au XIXe siècle*, Paris, Albin Michel, 1998,  
309 p.

Monique Boireau-Rouillé

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/160>

ISSN : 1777-5329

### Éditeur

La Société de 1848

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 1999

Pagination : 147-151

ISSN : 1265-1354

### Référence électronique

Monique Boireau-Rouillé, « Michèle Riot-Sarcey, *Le réel de l'utopie. Essai sur le politique au XIXe siècle*, Paris, Albin Michel, 1998, 309 p. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 19 | 1999, mis en ligne le 26 août 2008, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/160>

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Tous droits réservés

---

## *Michèle Riot-Sarcey, Le réel de l'utopie. Essai sur le politique au XIXe siècle, Paris, Albin Michel, 1998, 309 p.*

Monique Boireau-Rouillé

---

- 1 C'est dans une lecture de l'histoire qui met la recherche de l'événement au cœur de la démarche, que Michèle Riot-Sarcey trouve le " réel de l'utopie ", à l'écart tant des lectures bien pensantes du XIXe siècle (qui départageaient dans l'utopie " le bon grain de l'ivraie ", à savoir le réel et la folie), que de lectures contemporaines qui ont voulu domicilier dans le goulag ce réel de l'utopie.

Cette démarche originale et féconde, s'inspirant des méthodes et regards croisés de M. Foucault et W. Benjamin, vise à faire resurgir l'événement dans sa fonction de rupture comme " irréductible au mode de penser commun ", révélateur d'une conjoncture impensable pour les lectures guidées par l'idée d'un continuum historique ; elle sert à redonner vie à des paroles oubliées et d'oublié(e)s, bref à faire resurgir un passé occulté qui interroge les certitudes acquises sur la façon dont s'est faite l'histoire politique du XIXe siècle. Par là même, en retrouvant l'événement sous la gangue des interprétations accumulées, ce travail met à jour les mécanismes et procédures par lesquels la *doxa* s'est établie, discours de la société et sur la société mêlés, dans l'entrelacement de l'émergence des sciences sociales et historiques, et des idéologies en voie de constitution ; procédures passant par l'exclusion de l'utopie et le recouvrement de l'événement par une interprétation univoque, compatible avec une vision doxique de l'histoire tout en contribuant à la forger.

Ces deux aspects d'une étude qui consacre une partie importante à l'établissement de la " science doctrinaire ", et installe le discours utopique en contrepoint de cette pensée sont déjà prometteurs, mais l'ambition est plus exigeante ici, et le résultat à la mesure du propos.

L'événement (parole utopique, geste insurrectionnel) dans son irréductibilité à la *doxa* est

sollicité ici pour éclairer la façon dont vont se constituer les contours d'un espace politique qui ne deviendra républicain et démocratique qu'une fois désamorcées les autres conceptions du politique, d'une démocratie plus "directe", "sociale", ou "continue", conceptions portées par ceux que l'on commencera à nommer les "barbares". Se joue là la grande question politique qui va occuper tout le XIXe siècle, celle de la détermination de la forme et du contenu de ce qu'est le politique, dans cet espace "indéterminé" ouvert par la Révolution française ; d'où le sous-titre du livre, sur lequel il convient de ne pas passer trop vite : *Essai sur le politique au XIXe siècle*.

Retour de l'événement et réflexion sur l'utopie s'articulent ici de façon à porter un regard nouveau sur un objet souvent éludé : la construction de ce qu'est un espace politique légitime et de ce qu'il occulte ou refoule, question articulée autour de deux aspects : ce qu'il en est de la représentation (et donc des catégories sociales représentées ou à représenter), et surtout peut-être de la construction de la frontière entre le social et le politique.

Par l'éclairage nouveau porté ici sur cette construction, cette production d'une définition de la "légitimité" du politique, c'est un regard neuf sur le travail de l'utopie, la "fonction" de l'utopie qui se dessine.

Partir à la recherche de l'événement en deçà de la gangue interprétative qui en a ossifié le sens, c'est non seulement retrouver une parole oubliée, mais c'est surtout ici redonner le sens de la construction de la représentation — au double sens sociologique et politique — et, en restituant les conflits occultés sur lesquels ce processus s'est affirmé, mis en place, interroger la démocratie représentative sous son aspect "lisse", supposé naturellement évident, et inéluctable.

C'est pourquoi la première moitié du livre est consacrée à une présentation des enjeux théoriques et politiques qui traversent cet espace politique post-révolutionnaire. La représentation d'une souveraineté à la fois Une et éclatée va en effet révéler les ambiguïtés des fondements philosophiques de la représentation ; la double exigence de l'unité du corps politique à mettre en scène et d'un pouvoir fondé sur le consentement de tous va se cristalliser dans un enjeu : celui de l'unification d'un corps social conflictuel. C'est donc le peuple comme objet de pensée qui pose problème, peuple auquel il convient, comme le souligne M. Riot-Sarcey, moins de donner une voix que de trouver une place ; ce qui se fait à travers la constitution de catégories dont l'enjeu est moins la connaissance des groupes sociaux, qu'il n'est condition d'existence politique des dits groupes, et possibilité d'accès à la représentation politique.

Dans ce processus dont la finalité est l'accès aux capacités politiques, ou leur exclusion, et qui, fondé sur la nature et la raison, exclura les femmes et le peuple de cette représentation, les utopistes feront entendre une voix dissonante. Voix dissonante non en ce qu'ils seraient porte-parole des exclus, portant sur une scène politique déjà structurée et pacifiée ces voix inaudibles (on sait depuis *La nuit des prolétaires* de J. Rancière qu'il n'en est rien) mais parce qu'ils redéfinissent les lieux et les modes de compétence politique, déplaçant le jeu politique du côté des forces sociales ; d'où la réception possible du thème de l'Association chez ceux qui ne voient pas dans le gouvernement représentatif et le suffrage censitaire le seul mode d'accomplissement des promesses de 89.

Michelle Riot-Sarcey met au jour la circularité d'un processus discursif dans lequel histoire et sociologie fabriquent les normes sociales (en produisant des outils d'analyse de la société) qui viendront les légitimer comme vrai discours scientifique... et réel ! "La double vérité révélée par les lois de l'histoire ne laisse guère de possibilité d'échapper aux règles sociales édictées en leur nom" (p. 97).

On voit là comment une écriture de l'histoire centrée sur les grandes continuités et causalités a partie liée avec une conception normative du politique, en ce qu'elle restitue une vision du système politique du XIXe siècle qui occulte la construction, la production de la norme politique, c'est-à-dire le processus conflictuel par lequel s'est mis en place le " mode légitime d'être " en politique. M. Riot-Sarcey cite pour éclairer ce processus le récent travail de N. Loraux, *La cité divisée*, mais on pense aussi aux travaux de C. Castoriadis sur l'institution de " l'imaginaire " dominant des sociétés.

Cette étude montre aussi comment le discours doctrinaire dominant procédera à l'exclusion de l'utopie par le moralisme. L'utopie sera désamorcée de son potentiel de rupture, construite en " non lieu ", impossible, avant d'être rejetée, identifiée à un immoralisme qui saperait les fondements de la société. Mécanisme connu que ce mouvement de rejet de l'utopie, par où la société " trace sa limite " (M. Foucault), détermine le clivage entre ce qui est constitutif de l'ordre établi, et rejette dans la folie et l'immoralisme les propos et réformes des utopistes.

Mais démonstration nouvelle ici, en ce qu'elle se polarise sur un lieu théorique peu " fréquenté " : la définition et les contours de ce qui est politique. Et c'est là que l'approche Benjaminienne de l'événement, de la recherche de son sens en deçà des catégories et lectures instituées donne le meilleur.

Si la définition des capacités politiques était en jeu dans le discours doctrinaire, et si l'exclusion de l'utopie avait pour effet de produire une conception légitime de la question politique et de ses formes et contours, les interprétations données à l'époque tant à la révolte des canuts de 1831 qu'aux grèves de 1840, donnent à lire moins l'exclusion du peuple de la scène politique, que la définition des catégories représentables politiquement, et donc l'accès à la capacité politique. Autant dire que là, la représentation de l'événement se transforme en discours sur l'aptitude à la représentation politique des catégories sociales, et en l'occurrence celle des ouvriers lyonnais insurgés.

L'intérêt de l'étude des grèves de 1840 est de nous restituer, par le décodage des interprétations et discours qui, dans le moment même, tentèrent de lui assigner un sens, moins le " vrai " ou le " vif " de l'événement, la nature des revendications, que de faire réémerger une mise en perspective des enjeux du moment : exclure le social du champ politique légitime (il s'agit de " montrer aux politiques qui s'obstinent à isoler la politique de toutes les autres questions qu'ils marchent en sens contraire du but de la politique " écrira P. Leroux, cité p. 176.). Dans les interprétations données de la révolte des canuts de 1831, ce qui se lit c'est l'opération de déni de la qualité politique aux insurgés, leur réduction à du simple banditisme, qu'il convient de réprimer, ou, au mieux de moraliser s'il en est encore temps, discours qui sont corollaires d'un système économique inquestionnable, et qui dictent l'interprétation de ce qui est politique et de ce qui ne l'est pas. C'est dans le récit des événements des grèves de 1840, dans le décalage entre les propos directs de ceux qui en sont partie prenante, et le sens qui est alloué à ces mouvements par les " publicistes ", que se lit au mieux la nature politique de la revendication des insurgés et son impossibilité de réception par l'ordre établi. C'est là que se fixe, se construit ce qui passera par la suite pour coupure " naturelle " entre le social et le politique.

Si ces événements sont vus comme incompréhensibles, " insaisissables " et ne peuvent donc être que le fruit de " meneurs " pour les libéraux, la perplexité républicaine est plus intéressante et instructive. En nous montrant comment pour ceux-ci les revendications ouvrières ne peuvent être intégrées que par les " représentants " politiques, représentants... qui ne peuvent que rien comprendre à ces demandes, M. Riot-Sarcey nous

donne à lire toute l'aporie et les limites de la démocratie représentative.

En effet, les sages revendications en lesquelles le représentant républicain peut transformer la parole exprimée par le peuple, sont d'un autre registre que ce qui se joue là, à savoir le statut et la dignité politique de gens qui font grève pour que leur droit soit reconnu, droit au travail conçu comme un droit humain et politique fondamental et fondateur de liberté, avant d'être moyen de subsistance. Le malentendu ne porte donc pas que sur l'objet des revendications, il excède même le tracé de la frontière entre les sphères politiques et sociales, en ce qu'il fait preuve de l'institution déjà effectuée de la coupure entre social et politique, et de la définition de la sphère politique comme lieu traversé par un sens univoque donné aux valeurs politiques de 1789.

La frontière est ainsi tracée qui va constituer le sens républicain légitime à donner aux principes de 89, et qui a pour effet de recouvrir les fondements de l'ordre libéral, et de rendre ces représentants, de par la place où ils sont, "sourds" au sens politique du mouvement. En face, la vision révolutionnaire liera l'émancipation politique du prolétariat à la connaissance de son assujettissement social; dans l'entre deux, l'événement "insaisissable" des grèves de 1840 aura éclairé ce qu'il pouvait en être d'une "autre" vision du politique.

On a, par ce re-surgissement de l'événement avant que les discours ne lui assignent un sens constitué (exorciser ces grèves en tant que réalité conflictuelle, pour opérer un partage dans la "catégorie" peuple entre les "bandits" d'un côté, et un peuple "domestiqué" de l'autre, objet possible de moralisation, les deux attitudes aboutissant dans un même déni de la capacité politique du peuple), une perception de la dimension politique du conflit social. Ce qui apparaît là, à travers la nature, l'essence politique du conflit social, c'est une autre définition du politique, où le droit au travail conçu comme inhérent à la dignité et lieu de l'émancipation est directement droit à la liberté.

On voit donc que cet ouvrage présente un intérêt qui va bien au-delà de l'exhumation de matériaux peu connus — les grèves de 1840 tout particulièrement —, de la saisie de l'événement "*in statu nascendi*", de la réémergence de paroles politiques ignorées. Le mérite de cette étude est de mettre à jour, à travers ce travail sur l'événement et son interprétation, la fécondité de l'utopie. C'est en laissant re-surgir ces thèmes et espoirs utopiques que l'on peut interroger le processus de formation des modes de penser la démocratie représentative.

L'utopie n'est pas "ailleurs", mais critique du présent, dans sa production, et surtout sa réception, puisqu'elle origine un autre mode politique, ouvre une brèche, manifeste une exigence dans la reconnaissance du droit humain à la liberté, rompt le "monopole libéral de la conception de la liberté". Elle est "posture" plus que contenu, c'est à dire un "ailleurs" qui est en fait partie prenante de la construction de l'histoire, et donc d'un présent qui se fait. Politique donc, au sens noble du terme.